

Bern, le 3 septembre 2024

Manifeste

La sécurité nécessite de la prévoyance

– et la prévoyance coûte!

La sécurité est un bien précieux! Certes, la sécurité n'est pas tout, mais sans sécurité, tout n'est rien.

Les risques naturels, les risques d'incendie, les risques sanitaires, la paralysie des systèmes informatiques en raison de cyberattaques, la perte ou la corruption de données, le black-out énergétique, la violence, le crime organisé, etc. sont autant de défis pour notre société. La population attend donc de la politique une analyse responsable des risques ainsi que des mesures préventives conséquentes.

Cela coûte de l'argent. Les manquements en matière de sécurité ont un coût encore plus élevé.

Notre pays dispose d'un réseau de sécurité efficace, qui va des communes à la Confédération, en passant par les cantons et leurs organisations de sécurité. La base des pompiers, de la protection civile et de l'armée est la milice. Celle-ci a besoin de crédibilité et de fiabilité politiques.

Dans une commune il ne serait pas envisageable d'équiper complètement seulement la moitié des pompiers. Mais c'est malheureusement l'état de notre armée ! Après 30 ans d'économies permanentes sur le budget de l'armée, de réduction de 600 000 soldats à un effectif théorique de 100 000 conscrits, notre dernière réserve stratégique présente des lacunes considérables et un grand besoin de rattrapage. Après avoir perçu un « dividende de la paix » de 40 milliards de francs au détriment des dépenses de l'armée au cours des 25 dernières années, il faut maintenant réinvestir dans l'équipement de l'armée afin de retrouver sa capacité de défense.

Heureusement que nous disposons toujours du service militaire obligatoire. Nos citoyennes et citoyens, qui s'engagent en tant que soldats bien formés pour assurer la sécurité de notre pays, ont besoin du meilleur équipement et du meilleur armement pour pouvoir remplir leur mission en cas d'engagement. C'est un impératif d'équité et de crédibilité que d'analyser sans ménagement les lacunes existantes et d'y remédier de manière conséquente.

Malheureusement, la situation sécuritaire s'est dramatiquement détériorée depuis l'agression russe contre l'Ukraine. Et nous ne pouvons pas compter durablement sur le parapluie protecteur des États-Unis. C'est pourquoi notre pays doit à nouveau investir considérablement plus dans sa dernière réserve stratégique : notre armée.

Dans son livre noir « Renforcer la capacité de défense », l'armée a clairement défini les capacités dont elle doit disposer en raison de l'évolution de la menace. De nombreux systèmes d'armes et équipements doivent être remplacés, renouvelés ou acquis. Pour la défense aérienne, les premières acquisitions d'un nouvel avion de combat et de systèmes de défense sol-air ont heureusement pu être décidées. Mais cela ne suffit pas. Pas non plus pour la défense aérienne. Les lacunes sont particulièrement graves dans les forces terrestres. Sans nouvelle commande d'un système d'artillerie avant 2026, la Suisse ne disposera plus d'artillerie à partir de 2030. D'autres systèmes d'armes, comme la DCA à moyenne portée ou les chars de grenadiers sont arrivés à la fin de leur durée d'exploitation et doivent être remplacés de toute urgence. Des lacunes existent également au niveau des bataillons d'infanterie, qui doivent protéger nos infrastructures critiques en cas de menace. Globalement, notre armée n'est qu'à moitié équipée en systèmes d'armes et en moyens de transport protégés. Il manque également des munitions et des stocks pour assurer la capacité à durer.

Il est de notre responsabilité de dénoncer cet état de fait sans détour et nous attendons des responsables politiques qu'ils accordent rapidement à l'armée les moyens supplémentaires nécessaires pour combler ces lacunes.

Si la situation sécuritaire en Europe venait encore à se dégrader en fonction de l'issue de la guerre en Ukraine, il ne serait alors plus guère possible pour notre pays de se procurer les armements nécessaires. Tout l'argent du monde ne nous serait alors d'aucune utilité.

« Il est indispensable de prévoir immédiatement et de manière linéaire une augmentation du budget de la défense pour atteindre au moins 1 % du produit intérieur brut d'ici 2030. »

Pro Militia, en décembre 2023

Dans le cadre des débats budgétaires à venir, nous demandons à nos conseillères et conseillers nationaux et aux États d'assumer leurs responsabilités et de fixer les priorités nécessaires à la sécurité du pays. L'armée a besoin rapidement de moyens supplémentaires pour garantir la sécurité de notre pays.

Premiers signataires et premiers signataires :

Paul Winiker, président de la commission stratégique Pro Militia, conseiller d'État du canton de Lucerne (2015-2023), lieutenant-colonel libéré

Theo Biedermann, président a.i. de Pro Militia, major libéré

